

# "France Palestine Solidarité" exclue du Forum des associations de Salon-de-Provence

Politique - Publié le 20 août 2025 à 11h55, par Magali Guerin

A l'approche de la Journée des associations, prévue le 6 septembre à Salon-de-Provence, l'association "France Palestine Solidarité" vient d'apprendre qu'elle en serait exclue. Une décision politique surprenante qui révolte bénévoles et adhérents.



L'association "France Palestine Solidarité" a organisé de nombreux rassemblements pacifistes. (France Palestine Solidarité)

L'antenne salonaise de l'association **France Palestine Solidarité (AFPS)** a été créée il y a un peu plus d'un an. Elle organise régulièrement des rassemblements pour réclamer le cessez-le feu à Gaza. **Des rassemblements pacifistes autorisés** qui n'ont jamais engendré de quelconques débordements.

Alors lorsque les militants ont appris, via un appel des services municipaux, que l'association n'était **pas autorisée à prendre part à la Journée des associations** du samedi 6 septembre, la surprise a été de taille... Et a même fait rapidement **place à la consternation**.

"Nous avons pris connaissance, avec consternation, du **refus opposé à notre demande de participation au forum des associations** organisé par la commune alors que notre association, déclarée en préfecture et figurant dans le guide des associations salonaises, agit dans **un cadre strictement légal** et poursuit un objectif d'intérêt général, **reconnu notamment pour son engagement humanitaire**", expliquent les responsables de l'association dans un communiqué de

presse.

## Le principe de neutralité politique selon la ville de Salon-de-Provence

Selon eux cette exclusion **porte atteinte "au principe d'égalité entre les associations, mais également à la liberté d'association, protégée par la loi de 1901, et à notre droit de participer à la vie locale" et relèverait "de l'arbitraire politique"**.

Du côté de la municipalité on brandit le règlement du forum pour motiver cette exclusion. "Cet événement, convivial et ouvert à tous, est organisé conformément à un règlement fixant les principes et modalités de participation. Ce règlement, instauré antérieurement à l'arrivée de l'actuelle équipe municipale, prévoit que toute participation est soumise à validation préalable par la Ville. Dans ce cadre, **aucune association à caractère politique n'y est admise**, quelle que soit son orientation. **Cette disposition vise à garantir la neutralité du Forum**. Elle s'applique uniformément à l'ensemble des structures : ainsi, aucun parti politique ni mouvement poursuivant un objectif politique n'est représenté, et aucune demande en ce sens n'est habituellement enregistrée".

"C'est pourquoi, en application de ce principe, **la demande de participation de l'association France Palestine Solidarité Salon a été refusée**. En effet, la Charte transmise par sa présidente indique que l'association mène des actions d'« information et action politique » et un « travail de mobilisation de l'opinion publique ». Une telle participation serait de nature à remettre en cause la neutralité politique attachée à cette manifestation", indique-t-on via, là aussi, un communiqué de presse.

## A Salon-de-Provence, une décision à contre-courant de l'histoire

Une motivation qui, bien évidemment, est loin de convaincre les adhérents de l'association. "**Nous ne sommes en aucun cas un parti politique!**", réagit la **présidente Keltoum Staali**, encore un peu sonnée par la nouvelle. D'autant que, selon les statuts de l'association, celle-ci a aussi pour objectif de **développer l'amitié et la solidarité** entre le peuple français et le peuple palestinien et d'œuvrer pour l'établissement d'**une paix juste et durable au Proche-Orient** fondée sur la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, sur la **base du droit international**.

Des statuts qui sont, sommes toutes, en parfaite harmonie avec la position de l'ONU à ce sujet. "*Selon nous, la position de la municipalité va aussi à **contre courant de l'histoire**" et de rappeler que "le président Macron envisage la reconnaissance de l'Etat de Palestine".*

Les bénévoles de l'association n'envisagent "**pas de rester les bras croisés**", face à cette exclusion qui résulterait "**du fait du prince**".